



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté préfectoral DRE n°2014- 051, du 11 mars 2014, mettant en demeure la société Frantz Electrolyse de respecter certaines prescriptions imposables aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ateliers de traitement de surface) qu'elle exploite au 23, avenue du Chemin des Reniers, à VILLENEUVE-LA-GARENNE



LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

- Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.511-1 et L.514-5,
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation DATEDE 2 n° 2008-163 du 9 décembre 2008 autorisant la Société FRANTZ ELECTROLYSE à exploiter des installations de traitement de surfaces soumises à Autorisation sous la rubrique 2565/2/a de la nomenclature des installations classées et des activités soumises à Déclaration sous les rubriques 1131/2/c, 2575 et 2920/2/b, dans le cadre d'une régularisation de certaines activités et de l'extension d'autres activités à Villeneuve-la-Garenne, 23, avenue du Chemin des Reniers ;
- Vu** l'article 13 de l'arrêté ministériel susvisé qui dispose : « Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations décrivent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement du système de régulation, de contrôle et d'alarme. Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation » ;
- Vu** l'article 7.6.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé qui dispose : « Organisation de l'établissement : Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation. Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées) » ;
- Vu** l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé qui dispose : « Règles de gestion des stockages en rétention et canalisations : L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les cuves et réservoirs devront être protégés et résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à

une même rétention. Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilée, et pour les liquides inflammables conformément à la réglementation en vigueur. Le stockage et la manipulation de produits réactifs, dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Le stockage de chiffons, plastiques, papiers, cartons ou bois est interdit dans les locaux où sont stockés des produits inflammables. Les canalisations de transport de fluides dangereux et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, installées à l'abri des chocs et résistent à l'action physique, chimique ou électrolytique. Elles sont accessibles et peuvent être inspectées. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet de vérifications périodiques appropriées permettant de s'assurer de leur bon état. Les vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les canalisations devront être repérées conformément aux normes en vigueur ainsi que les dispositifs de coupure. » ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 16 janvier 2014 transmis à l'exploitant par courrier en date du 17 janvier 2014 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, invitant l'exploitant à présenter s'il le souhaite des observations dans un délai d'un mois ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 17 décembre 2013, l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :

- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier **l'examen périodique du bon état des canalisations**. Aucun document consignant ces vérifications n'a été tenu à la disposition de l'inspection des installations classées conformément à l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 décembre 2008 (non-conformité notable n°1),
- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier **l'examen périodique du bon état des installations de traitement de surface et leurs annexes**. Aucun document consignant ces vérifications n'a été tenu à la disposition de l'inspection des installations classées conformément à l'article 13 de l'arrêté ministériel relatif aux ateliers de traitement de surface du 30 juin 2006 (non-conformité notable n°2),
- l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une **consigne écrite précisant les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention**. Aucun registre spécial comportant les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions n'a été tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, conformément à l'article 7.6.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 décembre 2008 (non-conformité notable n°3) ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société Frantz Electrolyse de respecter les dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel susvisé et des articles 7.6.1, et 7.6.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine,

Article 4

Une ampliation du présent arrêté sera déposée à la Mairie de VILLENEUVE-LA-GARENNE et pourra y être consultée.

Une ampliation du présent arrêté devra être affichée :

- à la Mairie de VILLENEUVE-LA-GARENNE, au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois ;
- de façon visible et permanente sur les lieux de l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

Article 5

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine, Monsieur le Maire de VILLENEUVE-LA-GARENNE, Monsieur le Chef de l'Unité territoriale de Hauts-de-Seine de la Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France, Monsieur le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nanterre, le 11 mars 2014

Le Préfet,
pour le Préfet, et par délégation,


Le Secrétaire Général

ARRETE

Article 1^{er}

La Société FRANTZ ELECTROLYSE, exploitant une installation de Traitement de surface sise à VILLENEUVE-LA-GARENNE, au 23, avenue du chemin des Reniers, représentée par Monsieur Jean-Marie LASCOMBES, Directeur d'usine, est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel susvisé et des articles 7.6.1, 7.6.2 et 7.6.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé, dans un délai de **deux mois** à compter de la notification du présent arrêté, en :

- fournissant les documents justifiant des examens périodiques du bon état des canalisations et des installations de traitement de surface et leurs annexes ;
- en présentant la consigne écrite qui doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, ainsi que le registre spécial dans lequel doivent être notées les vérifications, les opérations d'entretien et les vidanges des rétentions.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Délais et voies de recours

Recours contentieux :

En application de l'article L514-6 du Code de l'Environnement, le demandeur ou l'exploitant a la possibilité, dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision, d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise 2/4, boulevard de l'Hautil BP 30322 - 95027 CERGY-PONTOISE Cedex.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, ont la possibilité d'effectuer un recours contre la présente décision devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Recours non contentieux :

Dans le même délai de deux mois, le demandeur a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot-Curie 92013 Nanterre Cedex.
- soit un recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie - Grande Arche - Tour Pascal A et B - 92055 La Défense Cedex.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.